

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TotalEnergies Renouvelables France

Pont à Roseaux

59279 DUNKERQUE

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\TOTAL SOLAR_Dunkerque_070.05633\2_INSPECTIONS\2022
03_24_Démantèlement_JR\TotalEnergies Renouvelables_Mardyck_RAPVI_0007005633.odt

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2022 dans l'établissement TotalEnergies Renouvelables France implanté Pont à Roseaux 59279 DUNKERQUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de recollement suite à l'arrêt de l'activité du parc éolien et au démantèlement complet des 4 éoliennes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Renouvelables France
- Pont à Roseaux 59279 DUNKERQUE
- Code AIOT dans GUN : 0007005633
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le parc éolien de Mardyck, constitué à l'origine de 5 éoliennes, a été mis en arrêt de fonctionnement et démantelé en deux temps, 1 éolienne en 2015 et les 4 éoliennes restantes en fin d'année 2020. Le démantèlement doit être conforme aux prescriptions de l'article 29-1 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification sur site des opérations de démantèlement. Transmission par l'exploitant des documents (photos, plans et bilan matières) permettant de justifier des opérations de démantèlement ainsi que de l'évacuation, du recyclage, réemploi ou du traitement des équipements, matériaux et déchets de chantier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > I.	/	Sans objet
Démantèlement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > II.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La totalité des fondations des éoliennes, E2 Enron, E3 Vestas, E4 Nordex, E5 Nordex, ont été retirées à l'exception des pieux de fondations. Les remblais ont été réalisés avec les terres retirées lors de la construction et stockées à proximité.

Les câbles électriques ont été retirés sur un rayon de 15 m autour de chaque fondation d'éolienne. Le poste de livraison a été conservé et est toujours relié au réseau de distribution Enedis afin raccorder un futur site industriel.

Les éoliennes ont été entièrement démantelées, leurs structures et équipements ont été recyclés ou réemployés.

Ces travaux sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 relatif au démantèlement de parcs éoliens.

TotalEnergies Renouvelables France, l'Etablissement des Flandres (Total) et le Grand Port Maritime de Dunkerque (propriétaire du site) sont en cours de définition des conditions de remise en état du site pour sa réaffectation industrielle. Les aires de grutage, les chemins d'accès aux éoliennes et le poste de livraison ont été laissés en l'état.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Démantèlement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Eoliennes
Prescription contrôlée : Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du code de l'environnement comprennent : <ul style="list-style-type: none">- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
Constats : Le terrain d'implantation des éoliennes est la propriété du Grand Port Maritime de Dunkerque. L'Etablissement des Flandres (Total) en est le locataire, TotalEnergie Renouvelables France en est le sous-locataire. L'arrêté préfectoral accordant un permis de démolir a été signé le 21/08/2020. Les travaux de démantèlement des 4 éoliennes (parc de 5 éoliennes à l'origine dont l'éolienne Vestas N°1 démantelée en 2016) ont démarré en juillet 2020 pour s'achever début 2021. La totalité des fondations des éoliennes, E2 Enron, E3 Vestas, E4 Nordex, E5 Nordex, ont été retirées à l'exception des pieux de fondations. Les remblais ont été réalisés avec les terres retirées lors de la construction et stockées à proximité. Les aires de grutage et les chemins d'accès aux éoliennes ont été laissés en l'état. Les câbles électriques ont été retirés sur un rayon de 15 m autour de chaque fondation d'éolienne. Le poste de livraison a été conservé et est toujours relié au réseau Enedis. Les éoliennes ont été entièrement démantelées, leurs structures et équipements ont été recyclés ou réemployés. L'exploitant a présenté son document " Bilan matières et BSD, chantier Mardyck " (Ref SUEZ RV DEEE) détaillant ce recyclage et réemploi. L'Etablissement des Flandres (Total) et le GPMD sont en cours de définition des conditions de remise en état du site, poste de livraison et voies d'accès notamment. Les plans de recollement du démantèlement doivent être transmis au GPMD. Pour acter la cessation d'activité, l'inspection

<p>demande la communication de l'accord GPMD/Ets des Flandres sur l'usage futur du site, conformément à l'article 512-39-2 du code de l'environnement sous un délai de 6 mois.</p> <p>L'exploitant annonce cet accord avant la fin de l'année 2022.</p> <p>L'inspection rappelle que conformément à l'article R 512-39-2.II, l'exploitant doit transmettre au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. L'exploitant est invité à lancer ce processus sans attendre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Démantèlement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 29 > II.
Thème(s) : Risques chroniques, Eoliennes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté son document " Bilan matières et BSD, chantier Mardyck " (Ref SUEZ RV DEEE) détaillant ce recyclage et réemploi.</p> <p>Les tours métalliques ont été recyclées (ferraillage) en France. Les hub et nacelles ont été recyclés (hors équipement, turbine, gear box) ou réemployés en Espagne et Italie. Les pâles ont été réemployées pour les mêmes destinations. Un jeu de pâles est réemployé pour être transformé en mobilier urbain (Ventos Metodicos Portugal). Les bétons, acier et câbles ont été recyclés, les DID et les DIB ont été valorisés en CVE ou stockés.</p> <p>Le document " Bilan matières et BSD, chantier Mardyck " (Ref SUEZ RV DEEE) compile les bons de transports, les bilans de démolition des fondations, les BSD.</p> <p>Ce bilan présente en conclusion 99,63 % de matières recyclées (92,76 %) et réemployées (6,87%).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet